

EST ECLAIR
7 octobre 2009

Bar-sur-Seine

Le premier débat public sur le projet de gazoduc



Sécuriser et diversifier les approvisionnements, tels sont les objectifs de la réalisation de l'Arc de Dierrey

La salle polyvalente de Bar-sur-Seine n'était pas comble, lundi soir pour la première consultation des habitants mais la discussion est entamée

Le projet de l'Arc de Dierrey ne semble pas inquiéter outre mesure la population barséquanaise. Toutefois, certains élus mais aussi des agriculteurs-viticulteurs ont tenu à attirer l'attention du maître d'ouvrage, GRT gaz, comme la loi leur en a donné la possibilité.

À Cunfin, par exemple, on s'inquiète pour la forêt qui forcément aura à subir des conséquences irréversibles. Les zones Natura 2000, celles de captage, ont été également évoquées, tout comme le vignoble.

Sur toutes ces questions, les responsables de GRT gaz se sont voulu rassurants et ont promis de trouver une solution la plus satisfaisante possible.

« Nous allons bien sûr éviter les zones les plus urbanisées ou celles qui vont l'être et respecterons les zones protégées. Pour le captage des eaux, les canalisations sont compatibles. Quant au vignoble, on devrait très peu toucher à l'existant », a précisé Thierry Gobe, chef de projet GRT gaz.

En fait, le tracé n'est pas établi et c'est d'ailleurs ce qui a laissé sur leur faim nombre de participants. On ne sait d'ailleurs si ce projet de développement du réseau français de transport de gaz naturel ira à son terme. Un fuseau est à l'étude, pour notre secteur, entre Cuvilly, dans l'Oise, et Voisines, en Haute-Marne, passant par la région de Bar-sur-Seine, les vallées de l'Arce et de l'Ource.

En parallèle au gazoduc existant

Une canalisation d'environ 300 km, composée de tubes acier d'1,2 m de diamètre, recouverte au minimum d'un mètre de terrain naturel, devrait être installée en dix-huit mois de travaux, d'ici la fin 2013 et pour un coût de 700 M d'€. Cette canalisation devrait suivre en parallèle la canalisation existante.

« Les impacts sont le plus souvent liés aux travaux par eux-mêmes qui réclament une emprise de 30 mètres », a ajouté Thierry Gobe, faisant valoir, en une sorte de contrepartie, les retombées économiques en termes de main-d'œuvre locale possible, d'hébergement et restauration de 250 à 300 personnes sur le chantier. En cette soirée, les élus ont appris qu'ils n'en tireraient pas de profits intéressants et les agriculteurs qu'ils seraient dédommés.

La sécurité des ouvrages, l'étroite surveillance du réseau, la préservation du potentiel de production agricole, la géostratégie également ont été discutés au fil d'un débat mené avec rigueur par Patrick Legrand, président de la commission particulière du débat public.

Tenant compte des remarques émises et des études d'impacts menées en parallèle, le tracé prendra forme et les Barséquanais seront à nouveau conviés à une réunion le 4 janvier prochain.

En attendant, il est possible de suivre la progression du dossier sur www.debatpublic-arcdierrey-gaz.org